

639986 III, 177 KAL. KONP.

177a KAL. KONP.

177b KAL. KONP.



(155 1378)

407 8925

LEGATION DE POLOGNE
SERVICE DE PRESSE



Lisbonne, le 19 avril 1943

Le Ministre Polonais de la Défense Nationale le général Marjan Kukiel donna le 16 avril 1943 le communiqué suivant au sujet des officiers polonais disparus en Russie:

"Le 17 septembre 1940 l'organe officiel de l'Armée Rouge - "l'Etoile Rouge" - annonça que, après la campagne de septembre 1939, 181.000 prisonniers de guerre polonais avaient été pris par les Soviets; parmi eux se trouvaient 10.000 officiers de carrière et de réserve. D'après les informations que possède le gouvernement polonais 3 grands camps de prisonniers de guerre avaient été organisés en novembre 1939 en territoire soviétique: à Kozielsk - à l'est de Smolensk - à Starobielsk près de Kharkov et à Ostaszkowo près de Kalinin, dans ce dernier camp se trouvaient aussi les fonctionnaires de la police polonaise et de la gendarmerie. Dans les débuts de l'année 1940 les autorités de tous les trois camps annoncèrent aux prisonniers que bientôt tous les camps seraient dissous et qu'ils pourraient retourner chez eux. On établit des listes indiquant exactement où chaque prisonnier avait l'intention de se rendre après sa libération. A ce moment dans le premier des trois camps - celui de Kozielsk - il y avait 5.000 prisonniers de guerre polonais dont 4.500 officiers. Dans le second - celui de Starobielsk - il y avait 4.920 prisonniers, dont 100 civils et le reste - des officiers parmi lesquels près de 400 médecins militaires. Dans le troisième camp - celui de Ostaszkowo - il y avait 6.570 prisonniers parmi lesquels 380 étaient des civils. Le 5 avril 1940 les autorités soviétiques commencèrent à vider les camps par groupes de 60 à 300 hommes, qui à intervalles de quelques jours étaient renvoyés des camps, ce qui dura jusqu'à mi-mai. Du camp de Kozielsk les prisonniers furent envoyés dans la direction de Smolensk. Près de 400 prisonniers sculoyant, provenant de tous les trois camps, furent expédiés en juin 1940 à Griazowiec dans la province de Wologda. Quand après la conclusion du pacte polono-soviétique du 31 juillet 1941 et après la signature de la convention militaire entre ces deux gouvernements en août 1941 - le gouvernement polonais entreprit à former en USSR l'armée polonaise - on s'attendait à ce que les officiers détenus dans les camps mentionnés formassent les cadres supérieurs et inférieurs du commandement de cette armée. Vers la fin d'août 1941 - un groupe d'officiers polonais arriva de Griazowiec à Buzuluk, où se formaient les cadres de l'armée polonaise. Aucun des officiers qui furent déportés des camps de Kozielsk, de Starobielsk et de Ostaszkowo - dans d'autres directions - n'y apparut jamais.

En fin de compte près de 8.300 officiers polonais manquaient en plus de 7.000 autres prisonniers, parmi lesquels les sous-officiers, les soldats et les civils qui se trouvaient aussi tous dans les mêmes camps au moment de leur liquidation.

L'Ambassadeur de Pologne en Russie M. Kot et le général Anders - commandant en chef de l'armée polonaise en train de se former en Russie - s'adressèrent aux autorités soviétiques avec la demande d'intervenir et de faire une enquête au sujet du sort des officiers polonais, internés dans les camps susmentionnés. Le 6 octobre 1941 l'Ambassadeur Kot réaborda cette question à plusieurs reprises dans ses conversations avec le premier ministre Stalin, Wyshynski et Molotov en insistant sur le fait de pouvoir obtenir les listes des prisonniers, qui avaient été dressées et tenues à jour soigneusement et minutieusement - par les autorités soviétiques.

Le 3 décembre 1941 le général Sikorski, lors de sa visite à Moscou, dans sa conversation avec Stalin concernant la libération de tous les prisonniers de guerre polonais, intervint aussi à ce sujet et comme les listes mentionnées des prisonniers de guerre polonais n'avaient pas été délivrées par les autorités soviétiques, il remit à Stalin à cette occasion une liste incomplète contenant 3.843 noms d'officiers polo-

Lisbon, le 19 avril 1945

LEGATION DE POLIGNE
SERVICES DE PRESSE

Le Ministre Polonais de la Défense Nationale le Général Marjan Kukielkowski le 16 avril 1945 le communiqué suivant au sujet des officiers polonais détenus en Russie :

Le 17 septembre 1940 l'organe officiel de l'Armée Rouge - "Izvestia Moscou" - annonce que, suite à la campagne de novembre 1939, 100.000 prisonniers de guerre polonais avaient été pris par les Soviétiques pendant les opérations militaires de septembre et de novembre. Depuis les informations qui ont été publiées en novembre 1939 on s'attendait à ce que les prisonniers de guerre aient été organisés en novembre 1939 en camps de concentration à Kozelsk - à l'est de Smolensk - à Starobelsk près de Kharkov et à Gorkovo près de Kholm, dans ce dernier camp de concentration aussi les prisonniers de la police polonaise et de la gendarmerie. Dans les deux de l'année 1940 les camps de concentration ont été transférés aux prisonniers qui étaient dans les camps de concentration de Kozelsk et de Starobelsk. L'intention de se rendre après un libération à ce moment dans le camp de Kozelsk - celui de Kozelsk - il y avait 5.000 prisonniers de guerre polonais dans 4.000 officiers, dans le camp - celui de Starobelsk - il y avait 4.000 prisonniers, dans 100 officiers et le reste - des officiers de la police et de la gendarmerie. Dans le camp de Kozelsk - celui de Kozelsk - il y avait 5.000 prisonniers de guerre polonais pendant l'année 1940. Les camps de Kozelsk et Starobelsk ont été transférés à Starobelsk par groupes de 50 à 100 hommes, et à l'automne de quelques jours étaient transférés dans le camp de Kozelsk à Kozelsk. Le camp de Kozelsk les prisonniers furent envoyés dans la direction de Smolensk. Plus de 100 prisonniers furent transférés de tous les camps de concentration en juin 1940 à Starobelsk dans la province de Volhynie. Quand l'Union soviétique a été déclarée neutre le 11 juillet 1941 et après la signature de la convention militaire entre les deux gouvernements en août 1941 - le Gouvernement polonais a autorisé à former en Russie l'Armée polonaise - on s'attendait à ce que les officiers détenus dans les camps mentionnés fussent libérés et envoyés en Pologne. Mais le commandement de cette armée, vers la fin de l'année 1941 - un groupe d'officiers polonais a été transféré à Kozelsk, on se trouvait les camps de Kozelsk, Starobelsk et de Gorkovo - dans d'autres directions - n'y avait aucun officier.

En fin de compte près de 4.000 officiers polonais manquaient en fin de l'année 1940. Parmi les camps de Kozelsk, Starobelsk et de Gorkovo les camps de Kozelsk et de Starobelsk, les soldats et les civils qui se trouvaient aussi dans les camps au moment de leur libération.

L'attaché de Pologne en Russie M. Kot et le Général Anders - commandant en chef de l'Armée polonaise en France et en Russie - s'adressèrent au sujet de ces officiers polonais à l'Armée rouge le 16 octobre 1941. L'attaché de Pologne en Russie M. Kot et le Général Anders dans une conversation avec le général Kot et le général Anders ont discuté la question de libération des officiers polonais et de leur retour en Pologne. L'attaché de Pologne en Russie M. Kot et le Général Anders ont discuté la question de libération des officiers polonais et de leur retour en Pologne. L'attaché de Pologne en Russie M. Kot et le Général Anders ont discuté la question de libération des officiers polonais et de leur retour en Pologne.

naia, liste établie par leurs camarades de captivité. Stalin assura le général Sikorski que l'amnistie était considérée comme générale et qu'elle englobait aussi bien les personnes civiles que les militaires et que le gouvernement soviétique avait libéré tous les officiers polonais.

Le 19 mars 1942 une liste supplémentaire contenant 900 noms d'officiers polonais disparus fut remise par le général Anders à M. Stalin, mais aucun des officiers mentionnés dans les deux listes - ne fut renvoyé à l'armée polonaise.

En outre des interventions furent faites à Moscou et à Kuybyshev; le sort des officiers polonais a été aussi l'objet de plusieurs notes adressées par le ministre des Affaires Etrangères de Pologne le Comte Raczynski à l'Ambassadeur des Soviets auprès du gouvernement polonais à Londres - M. Bogomolow. Le 26 janvier 1942 Le Comte Raczynski remit à M. Bogomolow de la part du gouvernement polonais - une note dans laquelle il attirait une fois encore son attention sur le fait tragique que plusieurs milliers d'officiers polonais n'avaient pas encore été retrouvés. M. Bogomolow informa le Comte Raczynski par une note datée du 13 mars 1942 que conformément au décret de l'Exécutive du Conseil Suprême de l'USSR du 12 août 1941 et à la déclaration du Commissariat du Peuple des Affaires Etrangères en date du 9 et du 19 novembre 1941 - l'amnistie avait été exécutée pleinement et appliquée aussi bien aux personnes militaires qu'aux personnes civiles.

Le 19 mai 1942 l'Ambassadeur Kot transmit au Commissariat du Peuple des Affaires Etrangères, un mémoire dans lequel il exprimait ses regrets à cause du refus de lui délivrer les listes des prisonniers de guerre polonais et de lui fournir des explications sur leur sort et il souligna en même temps les valeurs que ces officiers auraient apportés aux opérations de guerre contre les Allemands.

Dans aucune occasion ni le gouvernement polonais ni l'ambassade de Pologne à Kuybyshev - ne reçurent aucune réponse au sujet des officiers et autres prisonniers des camps susmentionnés déportés dans une direction inconnue.

Nous sommes habitués aux mensonges de la propagande allemande et nous nous rendons compte du but de ses récentes révélations, mais vis à vis des informations détaillées données par les Allemands et concernant la découverte des corps de milliers d'officiers polonais trouvés dans les environs de Smolensk et vis à vis de la déclaration cathégorique qu'ils avaient été assassinés par les Soviets au printemps 1940, la nécessité se pose de faire examiner les tombes en masse qui viennent d'être découvertes, par un organisme international compétent, comme celui de la Croix Rouge Internationale qui pourrait vérifier l'état de fait. Le gouvernement polonais s'adresse à cette institution en la priant d'expédier une délégation sur les lieux où, selon les informations allemandes, les prisonniers de guerre polonais auraient été massacrés.

